

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du  
développement durable et de l'énergie

Arrêté du [ ]

**fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux agents contractuels visés par l'article 34  
de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations  
avec les administrations.**

NOR :

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu le décret n°2003-1267 du 23 décembre 2003 modifié fixant les dispositions applicables à certains agents du ministère chargé de l'équipement visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2014-77 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n°2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics,

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'échelonnement indiciaire prévu à l'article 3 du décret du 20 décembre 2006 susvisé est fixé comme suit :

DEUXIEME CATEGORIE	
ÉCHELONS	INDICES BRUTS
11 <sup>e</sup> échelon	400
10 <sup>e</sup> échelon	380
9 <sup>e</sup> échelon	364
8 <sup>e</sup> échelon	356
7 <sup>e</sup> échelon	351
6 <sup>e</sup> échelon	348
5 <sup>e</sup> échelon	347

4 <sup>e</sup> échelon	343
3 <sup>e</sup> échelon	342
2 <sup>e</sup> échelon	341
1 <sup>er</sup> échelon	340

PREMIERE CATEGORIE	
ÉCHELONS	INDICES BRUTS
12 <sup>e</sup> échelon	432
11 <sup>e</sup> échelon	422
10 <sup>e</sup> échelon	409
9 <sup>e</sup> échelon	386
8 <sup>e</sup> échelon	374
7 <sup>e</sup> échelon	356
6 <sup>e</sup> échelon	352
5 <sup>e</sup> échelon	349
4 <sup>e</sup> échelon	348
3 <sup>e</sup> échelon	347
2 <sup>e</sup> échelon	343
1 <sup>er</sup> échelon	342

## **Article 2**

L'arrêté du 16 novembre 2012 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux agents contractuels visés par l'article 34 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations est abrogé.

## **Article 3**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

La ministre de l'écologie, du  
développement durable et de l'énergie,

Ségolène Royal

Le ministre des finances et des comptes  
publics,

Michel Sapin

La ministre du logement, de l'égalité des  
territoires et de la ruralité,

Sylvia Pinel

La ministre de la décentralisation et de la  
fonction publique,

Marylise Lebranchu